

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de la convocation : 03/04/2019

Séance du 10 Avril 2019
Délibération n°24/10.04.2019

L'an deux mil dix-neuf et le dix avril à quatorze heures, les Membres du Conseil Communautaire se sont réunis au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise, sous la présidence de Monsieur Marc BRIDOUX.

Présents ou représentés : Tous les membres en exercice à l'exception de M. OLIVIER André d'Anvin, Mme GARDIN Maryse d'Auxi le Château, M. HEUDENT Yvon de Beauvoir Wavans, M. HERNU Gérard de Bermicourt, M. HERBAUT Georges de Floringhem, M. DE PLASSE Philippe de Foufflin Ricametz, Mme BAISEZ Christine de Frévent, M. HENNO Bernard de Gennes Ivergny, M. POILLION Mickaël d'Héricourt, Mme WACHEUX Sylvie de Monts en Ternois, M. PRUVOST Anthony d'Ostreville, M. JOSSIEN Jérôme de Pernes en Artois, M. GRANDSIR René de Saint-Pol-sur-Ternoise, M. FREMAUX Francis de Valhuon.

Secrétaire de Séance : M. BRIDOUX Hervé d'Ecoivres.

<u>NOMBRE DE CONSEILLERS</u>	<u>VOTE</u>	<u>Objet de la Délibération :</u>
EN EXERCICE : 135 PRESENTS : 121 VOTANTS : 121	POUR : 121 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0	Approbation de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Pernes

La séance ouverte, M. le Président expose aux Délégués Communautaires que la Communauté de Communes du Ternois a engagé une procédure de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Pernes, dont les objectifs sont :

- Assouplir et faciliter l'application du règlement écrit,
- Créer un sous-secteur dans une zone naturelle destiné à une aire d'accueil de camping-cars et à des écolodges (hébergement touristique).

Cette décision a fait l'objet d'une délibération de prescription, en date du 29 novembre 2017

Une révision allégée du PLU était donc nécessaire pour apporter ces modifications au dossier de PLU. En effet, la création du sous-secteur engendre la réduction d'une zone naturelle, et par conséquent entraîne une obligation de réaliser une révision allégée.

Ainsi, l'article L.153-34 du code l'urbanisme précise que « *lorsque la révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.*

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint. »

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-34 et suivants,

Vu le PLU approuvé le 25 novembre 2005,

Vu la décision de l'Autorité environnementale ne soumettant pas la procédure de révision allégée à une évaluation environnementale,
Vu la délibération du conseil communautaire en date du 29 novembre 2017 prescrivant la procédure de révision allégée du PLU,
Vu la délibération du conseil communautaire en date du 10 juillet 2018 arrêtant la procédure de révision allégée du PLU et tirant le bilan de la concertation.
Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur,
Vu le projet de révision allégée, notamment,

- *La notice explicative,*
- *Le plan de zonage modifié,*
- *Le règlement modifié.*

Le dossier arrêté est modifié comme suit :

Vu les remarques émises lors de la réunion d'examen conjoint :

Au niveau du zonage, il est signalé que le sous-secteur inclut une rue ainsi que la rivière la Clarence. Ce périmètre n'ayant pas d'incidence sur l'urbanisation du site, un retrait de 10 mètres par rapport à la crête de la berge de la Clarence devant être respecté, il est proposé de le maintenir en l'état.

La DDTM précise qu'il faut tenir compte des zones d'aléas déterminées par le PPRI de la Clarence, et recommande d'imposer des rehausses pour les nouvelles constructions dans le secteur NI. Ainsi, il est proposé d'ajouter une disposition au règlement visant à imposer une rehausse de 0,20 mètre par rapport au terrain naturel pour les nouvelles constructions.

Vu l'avis favorable du commissaire enquêteur assorti de la recommandation suivante :

Les règles ci-dessous qui figurent déjà au projet de règlement, devront effectivement figurer au règlement définitif qui sera adopté, car elles viennent en réponse au risque inondation pouvant affecter le sous-secteur NI :

- *Article N6 – Superficie minimale des terrains constructibles : règle à maintenir en l'état qui précise notamment que « Les constructions et installations doivent être implantées avec un retrait au moins égal à 10m des berges de la Clarence ».*
- *Article N10 – Hauteur des constructions : il est modifié dans le cas où le terrain naturel est en en déblai (« la construction doit être au moins au niveau de l'axe de la voirie et au maximum à 0,70 mètre ») et dans le cas où il est en surplomb (« la construction doit être au minimum au terrain naturel et au maximum à 0,20 ou 0,30 mètre »).*

Suite à la présentation de la note de synthèse pour approbation (en annexe), M. le Président propose d'approuver la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Pernes.

Au vu des éléments donnés, il demande aux Membres du Conseil Communautaire de bien vouloir en délibérer ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

ENTENDU l'exposé de son Président ;

APRES en avoir délibéré et à l'unanimité des Membres présents ou représentés ;

DECIDE :

D'approuver la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Pernes

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie et au siège de la communauté de communes durant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,

-que conformément à l'article L 153-23 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera exécutoire après publication et transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

-que le dossier de Plan Local d'Urbanisme sera tenu à la disposition du public conformément à l'article L.153-22 du code de l'Urbanisme.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Suivent les signatures.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture le 19/04/2019
et publication et notification le 19/04/2019



Pour extrait certifié conforme
Le Président,

